



FONDATION  
**croix-rouge** française



| Pour la recherche humanitaire et sociale

# Face aux risques, une cohabitation impossible dans deux vallées au Liban

**Dima EI KHOURI**

Docteure en géographie sociale  
Laboratoire ESO – Espaces et Sociétés



Les Papiers de la Fondation n°60  
Novembre 2024

-----www.fondation-croix-rouge.fr-----

Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel à bourses postdoctorales lancé par la Fondation Croix-Rouge française et avec le soutien financier de ses partenaires, la Croix-Rouge française, l'Agence française de Développement et DANIDA.

La Fondation Croix-Rouge française, créée sur l'initiative de la société nationale de la Croix-Rouge française, a pour vocation d'initier, de soutenir et de récompenser les projets de recherche qui mettent en perspective les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en transition. À travers des appels à bourses de recherche, l'attribution de prix de recherche et l'organisation d'événements scientifiques, la Fondation Croix-Rouge française vise à définir les enjeux de l'action humanitaire de demain, accompagner les acteurs et les personnes, parties prenantes de la solidarité internationale, diffuser les savoirs issus de regards croisés et stimuler le débat.

La Fondation Croix-Rouge française est un membre actif du RC3 (The Red Cross Red Crescent Research Consortium), le consortium de recherche du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CRCR). Un réseau créé en 2019, qui travaille en collaboration avec les Sociétés nationales, la Fédération internationale et le CICR, dédié à la conduite et à la promotion de recherches en sciences humaines et sociales pour aider à construire des communautés plus sûres, plus résilientes et plus durables sur la base de résultats scientifiques.

Les propos et opinions exprimés dans cet article n'engagent que son/ses auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Croix-Rouge française.

Le contenu de cet article relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'auteur.

Il est interdit pour un usage autre que privé, scientifique ou pédagogique de reproduire, diffuser, vendre et publier intégralement ou partiellement sous quelque forme que ce soit cet article sans autorisation écrite particulière et préalable, dont la demande doit être adressée à la Fondation Croix-Rouge française.

© Tous droits réservés.

Avec le soutien de



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
OF DENMARK  
Danida

**Pour citer cet article :**

EL KHOURI Dima « Face aux risques, une cohabitation impossible dans deux vallées au Liban. », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n° 60, novembre 2024, 28p.

## Résumé

---

Depuis plusieurs décennies, le Liban est marqué par de fortes tensions socio-économiques et politiques qui ne tendent qu'à se renforcer dans un contexte de graves dysfonctionnements politiques et économiques. Des tensions qui sont désormais structurelles. Le déficit de régulation des instances étatiques a conduit à laisser la gestion des problèmes sociaux à des initiatives privées, souvent de manière informelle, sans qu'aucune stratégie globale n'encadre de tels efforts. Pour les habitants les plus vulnérables des zones défavorisées, cette situation, qui s'inscrit dans ce qui a été qualifié de pire crise économique de l'histoire du Liban, a aggravé des conditions de vie déjà très difficiles. Le pays est majoritairement urbain, avec des densités de population importantes dans toutes les régions. Si les infrastructures sont aux mieux fragiles dans l'ensemble du pays, cette fragilité est encore plus prononcée dans les régions situées en dehors des grandes villes (Beyrouth, Tripoli, Zahlé), plus encore dans les communes historiquement agricoles et frontalières dans les régions de la Bekaa et d'Akkar. Les bassins des rivières Ousteouane (Akkar) et Ghzayyel (Bekaa), en raison de leur situation frontalière et excentrée des grandes villes, comptent parmi les lieux de conflits inter-communautaires les plus actifs dans le pays. Ils représentent des contextes particulièrement révélateurs pour mettre en évidence les enjeux inhérents à la vulnérabilité environnementale et ceux qui concernent la cohabitation entre populations libanaises et migrantes syriennes de confessions religieuses souvent différentes. Dans cette double perspective, l'étude des risques environnementaux qui menacent les deux bassins peut constituer un point d'entrée pour étudier les facteurs sociaux, économiques et politiques qui caractérisent cette cohabitation difficile.

**Mots-clés :** Liban, migration, tension sociale, risques, cohabitation forcée, Liban, perception de risques

## Summary

---

For several decades now, Lebanon has been marked by strong socio-economic and political tensions, which are only tending to intensify in a context of serious political and economic dysfunction that is now structural. The lack of regulation by state bodies has left the management of social problems to private initiatives, often in the informal sector, with no overall strategy to guide such efforts. For the most vulnerable inhabitants of disadvantaged areas, this situation, which is part of what has been described as the worst economic crisis in Lebanon's history, has exacerbated living conditions that were already often disastrous. The country is largely urban, with high population densities in every region. While infrastructures are fragile at best throughout the country, this fragility increases exponentially in the regions outside the major cities (Beirut, Tripoli, Zahlé), and even more so in the municipalities that are historically largely agricultural and border areas in the Bekaa and Akkar regions. The Ousteouane (Akkar) and Ghzayyel (Bekaa) river basins, by virtue of their border location and distance from the main towns, are among the sites of inter-community conflict, and are particularly enlightening sites for highlighting the combined issues inherent in cohabitation between Lebanese populations and Syrian migrants, often of different religious persuasions, combined with environmental vulnerability. In this dual perspective, the study of the environmental risks threatening the two basins can provide an entry point for studying the social, economic and political factors characterizing this difficult cohabitation.

**Keywords:** Lebanon, migration, social tension, risks, forced cohabitation, risk perception

# Face aux risques, une cohabitation impossible dans deux vallées au Liban

## Introduction

Depuis cinq décennies, le Liban est marqué par de fortes tensions socio-économiques et politiques qui ne tendent qu'à se renforcer dans un contexte de graves dysfonctionnements politiques et économiques, désormais structurels. Dans tous les domaines, les infrastructures de base sont lacunaires, l'État n'étant pas en mesure d'assurer les besoins essentiels, particulièrement des populations les plus vulnérables. Le déficit de régulation des instances étatiques a conduit à laisser la gestion des problèmes sociaux à des initiatives privées, souvent informelles, sans qu'aucune stratégie globale n'encadre de tels efforts. Depuis 2011, le pays a connu plusieurs crises importantes, notamment l'arrivée de plus d'un million de réfugiés syriens poussés hors de leur pays par la guerre civile, qui représentent environ 25 % de la population totale<sup>1</sup>. Conjointement, une profonde crise économique s'est développée en 2019<sup>2</sup>, exacerbée par la pandémie de COVID-19, et plus récemment par ce qui a été décrit comme "l'une des plus grandes explosions non nucléaires de l'histoire récente"<sup>3</sup> dans le port de Beyrouth, en 2020.

Pour les habitants les plus vulnérables des zones défavorisées, cette situation a aggravé des conditions de vie déjà désastreuses. Le pays est largement urbain, avec des densités de population importantes dans chacune des régions<sup>4</sup>. Si les infrastructures sont fragiles dans l'ensemble du pays, cette fragilité augmente de manière exponentielle dans les régions situées en dehors des grandes villes (Beyrouth, Tripoli, Zahlé), et plus encore dans les communes qui sont largement agricoles et frontalières dans les régions de la Bekaa et d'Akkar (Conflict in Cities, 2007; Governorate Profile - Bekaa, s. d.; UNHCR, s. d.-a). Les bassins des rivières Oustouane (Akkar) et Ghzayel (Bekaa), de par leur situation frontalière et éloignée des villes principales, comptent parmi les plus importants lieux de conflits intercommunautaires. Ils constituent en parallèle, des sites particulièrement éclairants pour mettre en évidence de manière combinée les enjeux inhérents à la vulnérabilité environnementale et ceux concernant la cohabitation entre populations libanaises et migrantes syriennes, d'obédiences religieuses souvent différentes. Dans cette double perspective, l'étude des risques environnementaux qui menacent les deux bassins constitue un point d'entrée pour étudier les facteurs sociaux, économiques et politiques qui caractérisent cette cohabitation difficile.

---

<sup>1</sup> Le gouvernement estime que le Liban accueille actuellement environ 1,5 million de réfugiés syriens, dont environ 815 000 sont enregistrés auprès du HCR.

<sup>2</sup> « Lebanon is grappling with a deep economic crisis after successive governments piled up debt following the 1975-1990 civil war with little to show for their spending binge » - <https://www.reuters.com/markets/rates-bonds/lebanons-financial-crisis-how-it-happened-2022-01-23/>

<sup>3</sup> L'explosion du port de Beyrouth, le 4 août 2020, a été l'une des plus importantes explosions non nucléaires de l'histoire récente, tuant au moins 220 personnes, en blessant plus de 7 000, et causant d'importants dégâts matériels. <https://www.hrw.org/news/2023/08/03/lebanon-3-years-no-justice-beirut-blast>

<sup>4</sup> On estime à 6 millions le nombre de personnes vivant dans une zone de 10 452 km<sup>2</sup>.

Cette contribution<sup>5</sup> est organisée en trois parties. La première partie présente le contexte social, politique et physique des deux bassins hydrographiques, ainsi que la méthodologie utilisée pour cette recherche. La deuxième partie examine le contexte de l'accueil des Syriens au Liban en mettant en lumière leurs conditions d'hébergement dans des campements informels, et en fournissant un aperçu des efforts de réduction des risques de catastrophes dans les deux vallées. Enfin, nous abordons également la perception sociale du risque d'inondation, l'importance de la pollution et les difficultés de gestion des catastrophes dans un contexte de cohabitation difficile.



Image 1: Le fleuve Oustouane, asséché et pollué, peine à rejoindre la mer Méditerranée – DK, 2022

### *Deux vallées au Liban : aperçu de la situation sociopolitique*

*“In the 1970s and before, when the Oustouane would rise, a horseman would ride from Akkar el atikâ<sup>6</sup> towards the sea to warn the villagers along the way”.*  
– *Lebanese dweller of the Oustouane river basin, Knaisset Akkar, Interview by Dima El Khouri, May 2022.*

Cette citation, tirée d'un des nombreux récits de l'histoire de la rivière Oustouane, décrit le système semi-formel d'alerte des populations utilisé avant la guerre civile libanaise (1975-1990). Un autre récit mentionne les cloches d'église qui sonnaient de manière spécifique lorsque la rivière montait. Ces éléments reflètent « la simplicité de la vie » dans les bassins fluviaux « avant la guerre », selon mes interlocuteurs. En 2022, la situation socio-économique et environnementale à Oustouane, ainsi que celle de Ghzayyel dans la Bekaa, est bien différente.

Tout d'abord, les populations des deux bassins fluviaux ont augmenté de manière significative ainsi que leur distribution socio-économique. Elles sont devenues plus denses, plus urbaines et plus mixtes en matière de catégories sociales et de nationalités, incluant des migrants (pour la majorité issue de migrations forcées), principalement originaires de Palestine et de Syrie. Ensuite, l'absence de politiques publiques appropriées a conduit à

---

<sup>5</sup> Ce travail présente la synthèse d'une recherche mise en œuvre entre 2022 et 2023 avec le soutien de la Fondation de la Croix Rouge Française.

rejeter les eaux usées vers la rivière<sup>7</sup>, sans canalisations ni traitements appropriés. En outre, les politiques publiques<sup>8</sup> en matière de gestion des déchets solides sont limitées, voire inexistantes. En raison de l'incapacité des autorités locales à gérer les déchets solides, les habitants ont pris l'habitude de les jeter dans la rivière.

Enfin, les progrès technologiques ont transformé les relations entre les différents villages et petites villes. Dans certains cas, la communication est devenue plus rapide tandis que dans d'autres, certains groupes ont été isolés. Ces événements socioculturels dans le bassin de ces deux rivières à risque d'inondation ont eu des effets sur les relations entre les habitants et sur leurs interactions avec les cours d'eau.

### *Coexistence difficile de différentes communautés au Liban*

“Lakom loubnanoukom wa li Loubnani” (À toi, ton Liban, et à moi le mien) est le titre d'un poème de Gebran Khalil Gebran du début des années 1920 (Gebran, 1923). Politiquement, culturellement, socialement, les Libanais sont un peuple très divers, porteurs d'aspirations et des perspectives très différentes qui s'inscrivent dans des allégeances et des identités elles-mêmes différentes. Pour chacun de ces groupes, la tentation peut donc être forte de construire une micro société étanche, entretenant un minimum de relations avec les autres. C'est le cas depuis la création du pays en 1916<sup>9</sup>, selon des divisions des pouvoirs coloniaux.

Le pays est divisé entre dix-huit groupes religieux officiellement reconnus, de manière proportionnelle selon un recensement de population datant de 1932. Chaque groupe veille à maintenir ce fragile équilibre des pouvoirs afin d'assurer la continuité du système. Dans ce contexte, chaque groupe est lié aux autres, mais garde ses distinctions. Les spécificités du processus de construction nationale libanais, les distorsions religieuses de la société, l'ultralibéralisme économique, ainsi que les guerres civiles à répétition ont marqué son histoire récente (1958, 1975-1990) (Traboulsi, 1993, Fawaz, 2017, p. 168) et ont divisé les différents groupes.

### *Des éléments de fragmentation : religion, nationalité, guerre, classe sociale*

Il est plausible de penser que non seulement la proximité spatiale entre les différents groupes renforce leurs relations sociales positives, mais également que l'effet inverse soit vrai (Chamboredon & Lemaire, 1970).

La société libanaise est extrêmement diversifiée sur les plans ethnique, religieux et économique. La fragmentation ne se limite pas aux distinctions physiques entre les espaces, mais concerne plutôt la dimension spatiale de ce tissu social complexe, largement marqué par la ségrégation. La religion, la nationalité, les guerres civiles successives, la catégorie

---

<sup>7</sup> En référence à Dr. Jalal Halwani – Intervention à la 3ème conférence internationale sur les ressources en eau et les environnements arides (2008) et le 1er Forum arabe de l'eau (2008). <https://icwrae-psipw.org/papers/2008/Water/3.pdf>

<sup>8</sup> Les municipalités manquent de fonds et de ressources.

<sup>9</sup> Accord Sykes-Picot : un accord qui envisageait le partage de l'Empire ottoman entre la France et la Grande-Bretagne à l'issue de la Première guerre mondiale.

sociale sont autant d'éléments qui provoquent une séparation sociale, particulièrement visible au Liban (admin, 2013; EL-Khour, 2019; Khalidi, 1983).

Depuis que les frontières de la République ont été établies par les puissances coloniales en 1920, le facteur religieux imprègne profondément le paysage libanais. Aujourd'hui, il suffit de parcourir n'importe quelle partie du Liban pour constater des marqueurs religieux. Les symboles religieux et les messages politiques ornent les murs et les divisions sociales se cristallisent. Même un étranger constaterait immédiatement le passage d'un quartier chrétien à un quartier musulman à Beyrouth.

Le deuxième facteur de fragmentation réside dans les deux guerres civiles (1958 et 1975) qui ont laissé des empreintes dans les mentalités, ainsi que dans les causes qui les ont déclenchées et les conséquences qui en ont découlé. Par exemple, une déambulation dans Beb el-Tebbeneh (un quartier de Tripoli) ramène aux années de guerre. La rue de la Syrie est le symbole de la division des communautés alaouites et sunnites, en conflit depuis des décennies, au point que des affrontements armés éclatent régulièrement. Outre les traces matérielles telles que les ruines, ces guerres successives ont laissé des cicatrices moins visibles, mais toutes aussi graves : une méfiance profonde persiste entre les différents groupes impliqués, principalement les Syriens, les Palestiniens et les Libanais.

Un autre niveau de fragmentation est celui des catégories sociales. Les politiques publiques étant pratiquement inexistantes, les habitants sont livrés à eux-mêmes. Le recours au marché constitue la réponse systématique du gouvernement, notamment pour les questions d'aménagement urbain. Les services d'électricité, la gestion des déchets, les télécommunications, l'eau sont intégralement contrôlés par des opérateurs privés qui, au niveau national comme au niveau local, cherchent à maximiser leurs profits. En parallèle, le taux de pauvreté a connu une augmentation exponentielle depuis la fin de la dernière guerre civile, et la crise économique qui sévit depuis 2019 continue d'aggraver la situation.

Idéalement, on pourrait penser qu'il est souhaitable de favoriser la cohabitation entre les diverses populations libanaises dans une sorte de creuset culturel commun. Cependant, des études ont montré que "la ségrégation et l'agrégation sont les deux faces d'une même réalité." (Avenel, 2005). On peut également dire que l'agrégation entre communautés de classes sociales différentes facilite l'exploitation des dominés. Il existe donc différentes échelles de séparation et de proximité qu'il est important de prendre en compte. Notons qu'au Liban, les communautés peuvent vivre physiquement côte à côte sans interactions sociales significatives. Si, dans certains contextes, les communautés libanaises ont tendance à coexister (du moins en apparence), comme dans les universités ou sur les lieux de travail, l'étude des relations entre les groupes interreligieux révèle une tout autre réalité. En 2010, une étude basée sur la jeunesse libanaise a montré qu'un tiers des participants expriment des émotions négatives et une faible acceptation des autres et que "deux tiers des jeunes n'envisageraient pas d'épouser quelqu'un d'un groupe religieux différent" (Harb, 2010, p. 17). Dès 1971, soit quelques années avant la plus dramatique des guerres civiles libanaises, une enquête de l'Association libanaise pour le planning familial (LFPA) a révélé que "les mariages interconfessionnels sont négligeables au Liban ; seul un pour cent environ des couples s'est marié en dehors de sa foi" (cité dans Chamie, 1980).

### *Les Syriens au Liban*

La guerre qui a éclaté en Syrie en 2011 a engendré près de 1,5 million de réfugiés fuyant vers le Liban, soit un quart de la population du pays d'accueil. S'inscrivant dans un contexte

historiquement conflictuel avec la Syrie, un tel afflux de personne n'est pas sans conséquence en matière de cohabitation. Avec un 1,5 million de réfugiés syriens et plus de 500 000 réfugiés palestiniens, le Liban accueille la plus forte proportion de réfugiés au monde comparativement à sa population. Officiellement reconnu par les autorités compétentes comme "une personne qui ne peut ou ne veut pas retourner dans son pays d'origine parce qu'elle craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques" (UNHCR, 1951), un réfugié est une personne qui a besoin de protection. En théorie, le terme de « réfugié » ne comporte pas d'attributs positifs ou négatifs. Pourtant, être réfugié constitue un stigmate dont il est difficile de se détacher.

Les populations libanaises ont une relation particulièrement compliquée avec le terme « réfugié ». La présence au Liban de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et le rôle qu'elle a joué au début de la guerre civile libanaise en 1975, ont donné une image très négative des réfugiés palestiniens, s'étendant à l'ensemble des réfugiés, quelles que soient leurs origines. Plus spécifiquement, les populations libanaises ont une relation particulièrement conflictuelle avec les Syriens, le régime syrien ayant occupé le pays durant trente ans, entre 1976 et 2006. Pour de nombreux Libanais, les réfugiés syriens représentent des préoccupations potentielles concernant les troubles civils, une augmentation de la pauvreté déjà alarmante, ainsi qu'une domination politique exercée par un voisin sous étroite influence de la dictature du clan Assad. Cette situation place évidemment les réfugiés syriens dans une position délicate, d'autant plus depuis qu'il est devenu clair que leur séjour au Liban serait prolongé.

Pour de nombreux Syriens, le terme "réfugié" est également péjoratif. Néanmoins, à l'exception d'une minorité, un retour en Syrie constituerait aujourd'hui un risque trop important. Massivement arrivés sur le sol libanais, les Syriens sont présents dans toutes les régions du pays. La plus grande concentration se trouve dans la région de la Bekaa, l'un des principaux points d'entrée depuis l'Est. Bien qu'elle compte des villes et des villages densément peuplés, la Bekaa se compose principalement de zones rurales et agricoles qui abritent la plupart des campements informels de Syriens. Les gouvernorats de Beyrouth et du Nord (où se trouve la rivière Oustouane) accueillent ainsi plus de la moitié de la population syrienne réfugiée au Liban (UNHCR, s. d.-b).

### *Les campements informels*

En 2017, le HCR (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés) estimait qu'environ 258 601 réfugiés syriens au Liban étaient hébergés dans des campements informels (UNHCR, 2017). Les campements sont nombreux à l'intérieur et dans les environs immédiats des villes frontalières libano-syriennes de la Bekaa et du Nord, avec un total estimé à 45 827 tentes en 2017. En raison de leur nature informelle, ces campements sont extrêmement perméables à leur environnement social, ce qui pourrait permettre aux résidents et aux riverains d'interagir, s'ils le souhaitent.

Les campements informels (ou informal tented settlements ITS) sont de taille variable, de petits ensembles de deux ou trois tentes ou de véritables « villes » qui en comptent plusieurs centaines. Les ITS sont constituées de tentes de fortune montées de manière spontanée par les réfugiés. Plusieurs critères définissent un campement informel, qui diffèrent d'une région à l'autre ou d'une situation à l'autre. Dans le cas des réfugiés syriens au Liban, les agences humanitaires travaillant dans le pays définissent un campement informel comme un ensemble

d'abris établis de manière non planifiée et non gérée, ce qui signifie que ces derniers ne sont pas reconnus par les autorités officielles. Cependant, il peut y avoir (ou non) un accord entre les propriétaires et les résidents du campement.

Les campements sont gérés localement par des acteurs divers, dont les autorités locales, les ONG internationales, les propriétaires terriens et un shaweesh (sorte de « shérif »). Chaque campement est installé sur un terrain privé, un accord ayant été préalablement trouvé entre le propriétaire et le shaweesh. Certaines ONG peuvent parfois jouer un rôle d'intermédiaire direct ou indirect dans ces négociations.

Les campements informels sont souvent associés à la pauvreté, à la déscolarisation et à des conditions sanitaires précaires. De plus, ils suscitent des perceptions négatives à l'égard des réfugiés. Les résidents de ces campements ont été victimes d'agressions variées, influencées par leur emplacement, leur taille et l'efficacité des ONG opérant sur le terrain. Enfin, en mobilisant l'armée, le gouvernement a clairement indiqué qu'il mettait en œuvre des avis d'expulsion à l'encontre de dizaines de milliers de réfugiés, en particulier depuis le début de l'année 2017. Parfois, les réfugiés sont l'objet de plusieurs avis d'expulsion en quelques mois (Frelick et al., 2018; Kansa, 2017; Première Urgence, 2018).

## GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION

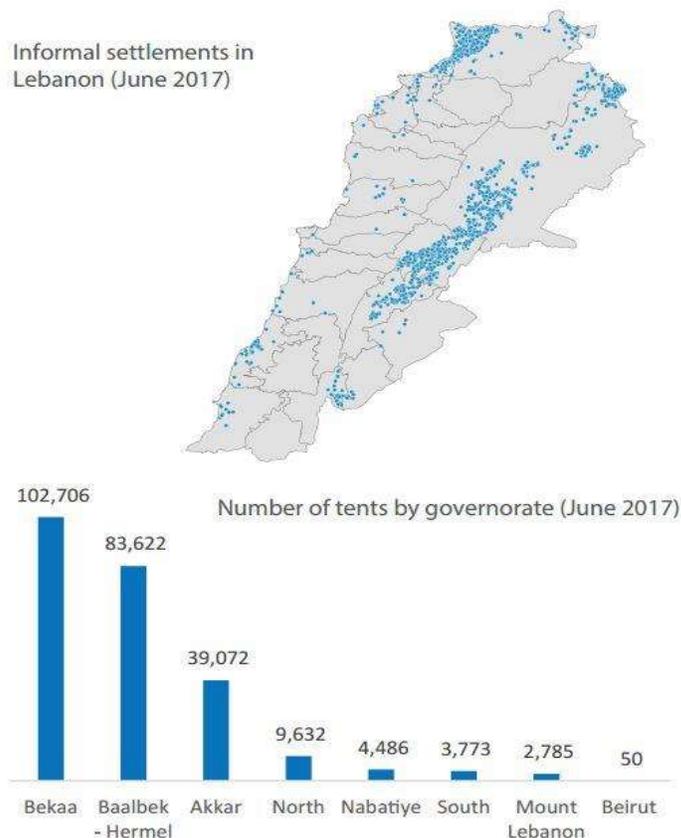


Figure 1 : Répartition géographique des quartiers informels au Liban. Source : Rapport du HCR "In Focus : Informal Settlements" : Rapport du HCR "In Focus : Informal Settlements" Date : Juin 2017



Image 2 : Exemple d'un Informal tented settlement (ITS) à proximité de Jeb Jennine (8,000 residents) - Bekaa valley. Photo DK, 2015

### *Rofaka2 al Naher –réduire les risques liés aux inondations*

Au Liban, "les inondations, l'instabilité des terres et les incendies sont fréquents", selon une étude technique réalisée en 2022 par le CNRS libanais (Centre national pour la Recherche Scientifique) dans le cadre du projet Rofaka2 al Naher<sup>10</sup> (Les amis de la rivière). Les deux bassins sélectionnés pour la recherche abritent<sup>11</sup> 1 509 campements dans le bassin de Ghazyel<sup>12</sup> et 101 dans celui d'Ostouane. Des inondations se produisent presque tous les ans et les cartes des risques reflètent l'ampleur de leurs dommages potentiels. Des inondations importantes ont eu lieu en 2019, touchant à des degrés variables des dizaines de milliers d'habitants :

En janvier et février 2019, le Liban a été frappé par des intempéries incluant de fortes pluies, des orages, des vents violents et des inondations. On estime que plus de 47 000 personnes ont été touchées lors de la première tempête en janvier et environ 15 500 personnes ont été touchées lors de la deuxième tempête de février 2019. Les terres ont été inondées et les rivières et les ruisseaux sont sortis de leur lit, déplaçant de nombreux réfugiés ainsi que des Libanais vivant dans des zones vulnérables. Les effets ont été disparates dans le pays, avec de forts impacts négatifs principalement dans la Bekaa, au Nord et, dans une moindre mesure, au sud du pays<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> CNRS-I, 2022; Hazard risk assessment for Ghzayel river, 2022. Flood risk assessment for Lebanon "Rofaka2 al Naher project". P80

<sup>11</sup> « Informal tented settlements » en anglais. Les campements informels abritent les réfugiés syriens les plus vulnérables présents au Liban depuis 2011. Leur taille varie de 2 ou 3 tentes abritant une famille à plusieurs dizaines de tentes abritant des centaines de réfugiés (officiellement appelés personnes déplacées).

<sup>12</sup> Conseil national de la recherche scientifique au Liban. 2022. "Gestion des risques de catastrophes au Liban - Projet ROFAKA2 AL NAHR : Rapport final" 16.

<sup>13</sup> "Strengthening the resilience of Lebanese and refugee populations through Integrated Flood Risk Management Project" – AFD Technical note, 2019

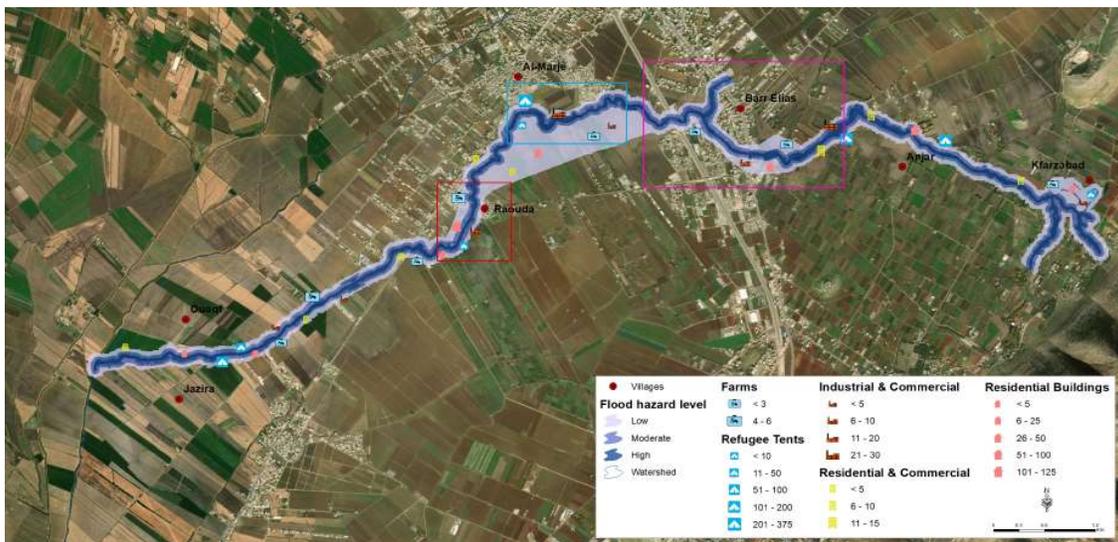
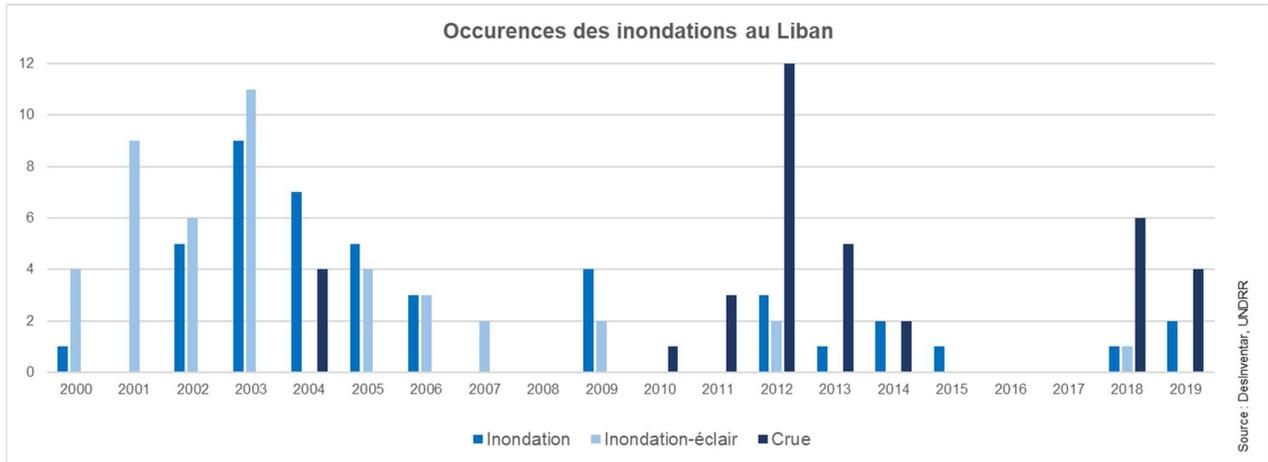


Image 3 : Inondations au Liban. Source: DesInventar, UNDRR, 2020

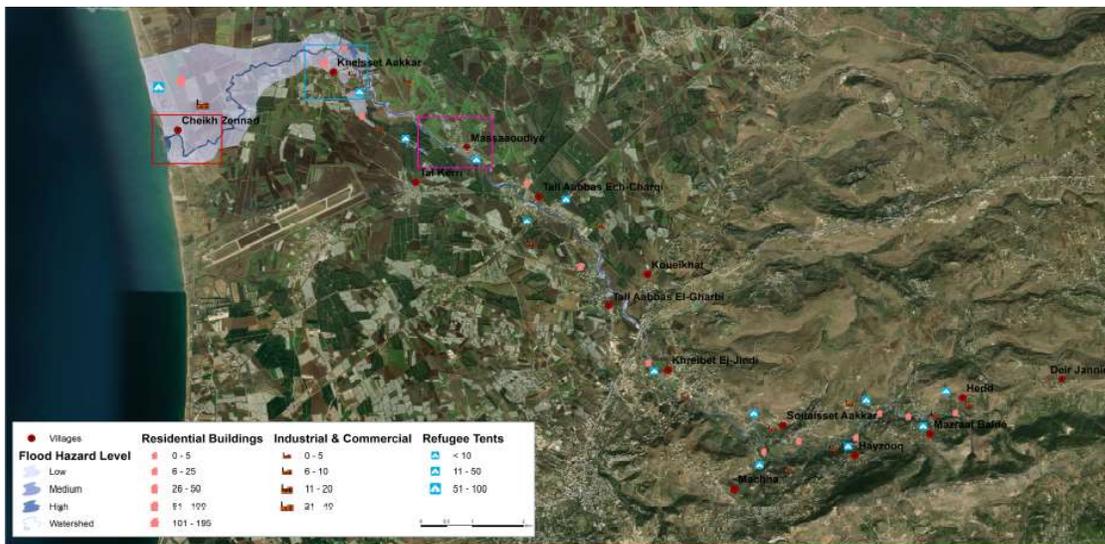


Image 4 : Carte des risques d'inondation sur des secteurs des fleuves Ghzayel (en haut) et Oustouane (en bas).

### *Enjeux scientifiques de la recherche*

La recherche examine les réponses aux risques d'inondation dans un contexte marqué par une tension sociale élevée le long de deux bassins fluviaux au Liban, où sont établies des agglomérations humaines de différentes tailles. D'un côté, des populations libanaises issues de couches sociales souvent modestes, de l'autre des migrants forcés originaires de Syrie qui occupent des espaces de manière informelle. Trois enjeux se dégagent.

Premièrement, les risques ne se limitent pas à l'occurrence plus ou moins fréquente d'épisodes d'inondation. Si les inondations se produisent chaque année dans un écosystème déjà dégradé, leur intensité - même aux amplitudes les plus élevées - ne constitue généralement pas une menace pour les vies humaines. En revanche, la pollution des eaux est perçue comme le risque majeur, aggravé lorsque les cours d'eau sont en crue.

En deuxième lieu, la vulnérabilité des habitants est d'ordre social. Elle se caractérise par des inégalités socio-économiques et des appartenances politiques ou religieuses différentes. À ces facteurs, s'ajoute la nature de la présence de Syriens, des personnes considérées comme illégales par les pouvoirs publics et illégitimes par les Libanais. La quasi-absence de communication entre ces populations et les tensions latentes qui les caractérisent rendent difficiles les interventions sociales et humanitaires.

Le troisième enjeu est relatif à la nature des interventions et à leurs capacités en matière de prévention des risques, dans un contexte marqué par la faible présence des instances publiques et la mince légitimité dont bénéficient les ONG.

### *Disaster risk reduction (DRR) dans les zones à forte vulnérabilité sociale*

"if we fail to acknowledge and act on the mounting evidence regarding population composition, migration, inequality, and disaster vulnerability, we will continue to experience disasters with greater regularity and intensity" (Donner & Rodríguez, 2008, p. 1)

Les catastrophes ne sont pas une simple conséquence de l'événement naturel qui les a provoquées : elles sont également le produit d'un environnement socio-économique dans lequel elles s'inscrivent. Il est fréquent que des personnes dans une situation économique défavorable soient contraintes de vivre dans des zones plus exposées aux catastrophes, ce qui les rend plus susceptibles d'être affectées par celles-ci. "Il existe de nombreux autres facteurs politiques et économiques moins évidents qui sous-tendent l'impact des risques" (Blaikie et al., 1994, p. 5). Les aspects naturels et sociaux des catastrophes doivent donc être étudiés de manière combinée dans la recherche de la prévention et de la préparation face à leurs conséquences.

Les facteurs sociaux qui augmentent la vulnérabilité d'une population aux catastrophes sont nombreux. Il s'agit par exemple de la croissance, de la composition et de la répartition d'une population donnée (Donner & Rodríguez, 2008, p. 2). Les caractéristiques socio-économiques diversifiées d'un groupe peuvent également entraver sa capacité de se protéger, tout comme les facteurs culturels, de genre et d'âge. À ce titre, les catastrophes frappent plus durement les groupes les plus démunis : migrants (en particulier illégaux), femmes, enfants. En parallèle, il est par exemple évident que la pratique d'une langue commune et les interactions sociales constituent des facteurs positifs dans la mobilisation d'un groupe confronté à un aléa.

Le tissu social, qu'il soit encré ou qu'une cohésion commence à se former, ainsi que la préparation, la sensibilisation et surtout la capacité à prendre des décisions et à réagir, sont donc des facteurs favorisant la préparation face à une catastrophe. Dans leurs études sur l'analyse de la vulnérabilité aux inondations dans un contexte urbain, plusieurs auteurs proposent un ensemble d'indicateurs de l'exposition, de la sensibilité et de la capacité d'adaptation d'une population (Bigi et al., 2021).

Comme le montre la matrice ci-dessous, certains des sous-indicateurs les plus largement acceptés et utilisés par les chercheurs relèvent de la vulnérabilité socio-économique (« sensitivity » en Anglais), l'une des menaces les plus importantes pour une population face à une catastrophe. Patterson et al. (Patterson et al., 2010) suggèrent que « la prise de décision collective lors d'une catastrophe est unique et a de grandes implications pour les individus, les communautés et la société dans son ensemble ». En cherchant à savoir pourquoi les gens réagissent différemment à des faits identiques auxquels ils sont confrontés, les auteurs suggèrent que c'est dans le "risque perçu" par un individu ou par une collectivité que réside la réponse. Il est également crucial de souligner le pouvoir des connaissances locales et des réseaux informels, ainsi que leur rôle dans la réduction des conséquences des catastrophes.

**Table 2.** Matrix containing the most widely used sub-indicators. Sub-indicators contained in the dashed boxes are usually assessed by qualitative research techniques. Exposure sensitivity and adaptive capacity acceptance threshold = 6. CC stands for citation count.

EXPOSURE		SENSITIVITY		ADAPTIVE CAPACITY	
Sub-Indicators	CC	Sub-Indicators	CC	Sub-Indicators	CC
Population density	29	% People with disabilities	14	Preparedness/awareness	13
Inhabitants aged 65 or older	26	Unemployment rate	14	Drainage network/pipelines density	12
Inhabitants aged 0–4/5	22	Building condition (quality/type of the materials)	14	Past experience	11
Inhabitants aged 5–13	14	Education level	12	Warning system	9
Household size	10	% Female	11	Risk insurance	8
Urbanized area, built-up area	8	Households with 1 story above ground level and/or 1 story below ground level	11	Road density	7
Topography (elevation)	8	Age of construction	10	Evacuation routes	6
Green spaces/Urban green coverage	7	Households with 2 or more stories above ground level	9		
		Number of dwellings located at flood prone area	8		
		Per capita income	7		
		Dependency rate	6		
		Illiterate people	6		
		Population with low education level (<years)	6		
		Foreigners	6		
		Dependency on public infrastructure	6		
		Type of utilization (of the building)	6		
		Percentage of home rented/owned	6		
		Industries and other economic activities	6		

Tableau 1 : Matrice des sous-indicateurs utilisés pour mesurer la vulnérabilité. (Bigi et al., 2021)

### *Deux régions d'étude : Akkar et Bekaa*

Les zones géographiques choisies pour cette étude sont parmi les plus vulnérables du pays, du double point de vue environnemental et économique. On y constate une certaine homogénéité religieuse (principalement des musulmans sunnites), mais les divisions sociales

sont prononcées. Les tensions sont donc principalement liées aux différences de catégories sociales, de nationalité, voire de sexe.

Les principales communautés résidant dans les bassins fluviaux sont les suivantes:

- Les habitants libanais (en majorité des musulmans sunnites, mais aussi des minorités d'autres appartenances religieuses)
- Les réfugiés syriens (ou les personnes déplacées, comme on les appelle officiellement)
- Les clans ou communautés "arabes" (Arabes khaliji qui sont arrivés dans la région au début des années 1900 et ont depuis acquis la nationalité libanaise)
- Les réfugiés palestiniens (troisième voir la quatrième génération de réfugiés depuis 1948)
- Les habitants arméno-libanais (notamment à Anjar, dans la Bekaa. Les Arméniens sont des chrétiens, pour la grande majorité d'appartenance catholique).
- À l'exception d'Anjar qui est composé presque exclusivement d'habitants libano-arméniens, la plupart des personnes vivant autour des deux bassins fluviaux sont des musulmans sunnites<sup>14</sup>.
- Les occasions de travailler sont rares et les salaires sont excessivement bas, en particulier dans le contexte de crise économique actuelle<sup>15</sup>. Les réfugiés syriens qui vivent dans des campements semblent ceux qui pâtissent le plus de cette situation. Les possibilités d'améliorer leurs conditions de vie sont limitées, voire inexistantes. L'aide fournie par les organisations internationales est aussi restreinte.
- Les fractures entre les réfugiés syriens récemment installés dans des campements et les habitants plus anciens, tels que les Libanais, les réfugiés palestiniens et les clans arabes, qui partagent pourtant des caractéristiques similaires (niveaux sociaux et éducatifs), limitent les interactions avec les nouveaux arrivants. Les populations anciennement implantées partagent un sentiment commun de rancune et de rejet, en particulier parce que les Syriens recevraient une aide financière en dollars américains<sup>16</sup>. Le partage de l'espace résidentiel devient alors un espace subi et encadré par des règles officielles de plus en plus strictes appliquées contre les réfugiés, avec des couvre-feux qui limitent leur présence dans l'espace public (dans certains endroits et pour certaines périodes, les réfugiés sont censés voir sont obligés de rester dans leur logement en dehors des heures de travail et de ne pas utiliser l'espace public). (El-Khoury, 2018; EL-Khoury, 2019; Human Rights Watch, 2014).

## Méthodes et sources des données

Les données ont été collectées au moyen d'entretiens semi-directifs. Les personnes interrogées ont été sélectionnées en veillant à ce que les divers profils d'habitants de toutes nationalités (Libanaises, Syriennes ou autres) soient représentés ainsi que les sexes et les

---

<sup>14</sup> Les statistiques exactes sur la population ne sont pas disponibles. Une liste détaillée des réfugiés syriens dans les campements est disponible et certaines parties ont été fournies par Solidarité International (chef de file du consortium pour le projet AFD).

<sup>15</sup> À l'heure où nous écrivons ces lignes, 1 USD équivaut à un peu moins de 90 000 livres libanaises, soit une diminution de 1 USD à 1 500 livres libanaises en 2019, en l'espace de 4 ans.

<sup>16</sup> Les réfugiés syriens reçoivent une aide en dollars US de la part de la communauté internationale. Celle-ci n'est pas versée en espèces mais sous forme de cartes de crédit. Cette aide a été récemment réduite et de nombreux Syriens déclarent ne pas recevoir d'aide régulière, seulement des dons sporadiques de la part des différentes ONG.

profils socio-économiques. Sur l'ensemble de l'enquête, 37 entretiens qualitatifs ont été menés (12 femmes et 14 hommes), auxquels s'ajoutent 5 représentants des autorités locales (maires, adjoints, élus) et 4 représentants de la société civile. En outre, plusieurs entretiens et discussions informels ont été menés, ainsi que des visites commentées par des habitants et des observations directement sur le terrain dans les deux bassins fluviaux.

Ce travail a été facilité par l'implication des partenaires locaux et internationaux du consortium "Amis de la rivière" Rofaka' al Naher, financé par l'AFD. En particulier, les bénévoles et employés de Solidarités internationales, de la Croix-Rouge libanaise (CRL) et de la Croix-Rouge française, présents au Liban qui m'ont accompagné sur le terrain lorsque cela était nécessaire. Ces personnes m'ont également permis de créer des contacts avec les associations et les autorités locales.

## Résultats de la recherche

En 2021, le projet "Les amis de la rivière" a été lancé par un consortium d'ONG internationales et locales avec pour objectif de protéger les populations locales, en particulier les plus vulnérables, contre les risques liés aux aléas naturels. Ce projet vise à financer la mise en œuvre d'actions de prévention et de réponse aux catastrophes à l'échelle locale et nationale. Ce projet visait à mettre l'accent sur la gestion des risques d'inondation dans les régions d'Akkar et de la Bekaa. Les objectifs incluaient l'identification des risques perçus par les résidents, la proposition de mesures de prévention et de protection, ainsi que l'évaluation de la faisabilité d'activités favorisant la cohésion sociale entre les différentes communautés. La recherche présentée ici a été lancée parallèlement à plusieurs initiatives de sensibilisation des populations, ainsi qu'à une étude géophysique entreprise par le CNRS libanais en vue d'identifier les zones les plus vulnérables.

### *La pollution des cours d'eau devance les inondations en tant que risque perçu*

Les principaux risques cités par les habitants interrogés dans le cadre de cette étude dans les deux vallées sont la pollution, de loin là plus citée au même titre que la sécurité alimentaire, les conditions de logement, la stabilité économique. Les inondations ne perturbent pas la vie quotidienne, même si elles sont contraignantes durant une période limitée de l'année. De ce fait, elles ne sont pas considérées comme un réel danger pour les biens et les personnes.



Image 5 : Le propriétaire d'un restaurant le long des rivières Oustouane montre les dégâts matériels causés par l'inondation en 2019. Photo DK, 2022.

La pollution des rivières est clairement perceptible sur le terrain. Les riverains vivent avec des odeurs suffocantes, surtout pendant la saison estivale, particulièrement en période d'inondation<sup>17</sup>.

De plus, la pollution a une incidence sur le risque d'inondation. Dans certaines parties des deux cours d'eau, les déchets solides atteignent jusqu'à deux mètres d'épaisseur, ce qui limite le débit et entrave l'efficacité des systèmes de drainage installés sur les rives. L'eau des deux rivières étant largement utilisée pour l'irrigation agricole, les eaux polluées dégradent la qualité des sols dédiés à l'agriculture en période d'inondation, ce qui constitue une préoccupation récurrente pour la plupart des habitants, même dans les cas où les agriculteurs ne les utilisent pas directement.

Les causes de la pollution se situent à trois échelles:

- à l'échelle des groupements d'habitants, avec un manque une sensibilisation efficace en matière de gestion des déchets.
- à l'échelle des infrastructures qui sont défailtantes en matière de gestion des déchets, y compris pour les déchets médicaux que l'on trouve également dans les rivières.
- à l'échelle des municipalités en raison d'une absence de gestion locale et nationale des eaux usées. La plupart des villages situés le long des rivières rejettent donc leurs eaux usées directement dans les deux rivières.

---

<sup>17</sup> Les habitants ont cité, par exemple, le fait de "marcher dans les ordures" et de craindre que "les enfants touchent l'eau".



Image 6 : Pollution visible dans et sur les berges des rivières Ghzayel et Oustouane. DK, 2022

### *La pollution augmente les risques liés aux inondations*

Les inondations se produisent presque chaque année dans les deux bassins fluviaux avec une intensité très variable (voir la description du CNRS ci-dessus), avec un ou deux épisodes majeurs durant la dernière décennie, selon la plupart des personnes interrogées sur le terrain.

La plus grave inondation récente s'est produite en 2019. Elle a contraint les personnes vivant à proximité du Ghzayel à déménager ou à s'isoler chez elles pendant des périodes allant de 3 jours<sup>18</sup> à 6-8 semaines<sup>19</sup>, en fonction des conditions d'hébergement. Les habitants riverains des deux cours d'eau, qu'ils soient Libanais ou réfugiés syriens, n'ont jamais craint pour leur vie pendant les inondations. Leur principale préoccupation concerne plutôt les perturbations que les inondations causent à leurs terres et à leur vie quotidienne, en particulier

<sup>18</sup> Témoignages d'habitants libanais de Knaisset Akkar (Oustouane, Akkar)

<sup>19</sup> Témoignages de réfugiés syriens vivant dans un camp de tentes à Al Marj (Ghzayel, Bekaa). Ils ont été mis en sûreté par une association locale en attendant que l'eau se retire.

lorsque la pollution s'infiltré dans leurs maisons<sup>20/21</sup>. Lorsqu'une inondation se produit, même de faible intensité, "les ordures se retrouvent dans la rue et dans nos maisons"<sup>22</sup>. Plusieurs habitants déclarent avoir trouvé des couches sales dans leur salon suite à un épisode d'inondation. Des réfugiés parlent d'odeurs insupportables, de saleté et de "toutes sortes d'excréments" à l'intérieur de leurs tentes. Une habitante qui réside à proximité immédiate de la rivière Oustouane (Image 8) indique qu'elle oblige ses enfants à ne jamais entrer en contact avec l'eau. Si l'un d'entre eux n'obéit pas à cette consigne en jouant dehors, elle "le lave au moins deux fois avec du Dettol"<sup>23</sup>. Tous les Libanais interrogés ont déclaré connaître quelqu'un (dans leur famille, parmi leurs amis ou leurs voisins, etc.) à qui l'on aurait diagnostiqué un cancer causé selon eux « par la pollution de la rivière ».



Image 7 : Une mère résidant dans une maison à Akkar, à proximité directe de la rivière, ne laisse pas ses enfants toucher l'eau. DK, 2022

### *La pollution augmente le risque d'inondation*

En outre, la pollution aggrave le risque d'inondation. Deux maires avec qui j'ai discuté m'ont expliqué qu'il existe des zones où les déchets solides atteignent jusqu'à deux mètres de profondeur. Dans de nombreux cas, ces déchets obstruent le cours naturel de la rivière ainsi que les systèmes de drainage installés le long des rives, qui sont censés réduire le risque d'inondation<sup>24</sup>. Cela signifie que, même de faible intensité, les pluies peuvent provoquer des inondations.

---

<sup>20</sup> Habitante à Akkar, en proximité directe avec Oustouane. Entretien DK, 2022

<sup>21</sup> Ces affirmations sont évidemment sujettes à caution. Il m'a été impossible de recueillir des informations fiables sur ce sujet, par exemple en ayant accès aux acteurs clés (hôpital de Zahlé, par exemple).

<sup>22</sup> Habitant de Cheikh Zannad, commune située à l'intersection entre Ousouane et la mer, Entretien DK, 2022

<sup>23</sup> Rapporté par des habitants libanais de Knaisset Akkar (Oustouane, Akkar). Le Dettol est un détergent puissant contenant de l'eau de Javel.

<sup>24</sup> Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de dresser la carte des systèmes de drainage existants ou des autorités chargées de leur mise en œuvre, ni de déterminer comment ils sont entretenus, le cas échéant.

### *L'eau des deux rivières est utilisée pour l'irrigation*

Officiellement, aucun chef de municipalité n'admet que les eaux du Ghzayel et de l'Oustouane sont utilisées pour l'irrigation, et les agriculteurs interrogés ne le confirment pas non plus. Pourtant, il s'agit d'une rumeur largement répandue à laquelle les habitants des deux bassins croient fermement. Bien qu'il n'ait pas été possible de trouver des preuves documentées étayant cette affirmation, la plupart des habitants que j'ai rencontrés ainsi que des représentants d'organisations locales m'ont rapporté cette information. J'ai par ailleurs, vu deux hommes travailler à côté d'une pompe reliée au lit du Ghzayel. Je n'ai pas pu identifier la nature de leur activité et ils ont refusé de répondre à mes questions, mais il paraît plausible de supposer que cette pompe servait à l'irrigation agricole (Image 10). En pratique, si les agriculteurs choisissent d'utiliser de l'eau propre, ils doivent recourir à des systèmes coûteux - ce qui semble "très improbable" aux yeux des habitants interrogés. Cela signifie donc que la pollution des eaux affecte aussi l'alimentation et la santé des populations riveraines.



Image 8 : Prémunie pompe d'irrigation dans la Bekaa, sur la rivière Ghzayel - entretenue par deux individus qui n'ont pas répondu à mes questions et m'ont demandé de partir.. Photo DK, Septembre 2022.

### *Les « systèmes d'alerte précoce » sont informels, mais considérés comme fiables*

Lorsqu'elles existent, les alertes précoces sont informelles. Elles sont aussi lacunaires, ne couvrant pas l'ensemble des populations vulnérables ni l'ensemble des aléas potentiellement dangereux. Lorsque la rivière est en crue (ou "yetla3" (montée) selon la terminologie locale), les habitants des villages situés à l'amont envoient un message à leurs connaissances résidant en aval pour les avertir<sup>25</sup>. Bien que l'alerte soit généralement donnée plusieurs heures à l'avance, il est arrivé (il y a 3 ou 4 ans) que les populations résidant autour d'Oustouane n'aient pas été averties suffisamment tôt et que d'importantes pertes de matériel se soient produites.

Les habitants ont évoqué la capacité de "savoir quand cela va arriver" grâce aux signaux que le temps et la rivière leur envoient. Ils surveillent particulièrement les fortes pluies et l'apparition de certaines espèces sortant de la rivière avant une inondation (notamment les crabes, qui ont été mentionnés à plusieurs reprises). En fonction de l'intensité des pluies, les

<sup>25</sup> Rivière Oustouane, réseau entre propriétaires de restaurants populaires de la rivière.

personnes qui vivent à proximité immédiate de la rivière prennent des mesures allant de la protection de leur résidence, à la mise à l'abri de leurs biens et au départ pour séjourner chez des parents le temps de.

Les réfugiés vivant dans des abris à proximité directe de la rivière ont déclaré qu'ils ne prenaient aucune mesure, même lorsqu'ils présument que la rivière va déborder. Ils ont exprimé leur frustration face au fait qu'ils n'ont pas de solutions alternatives: "où irions-nous?". Par le passé, les ONG<sup>26</sup> permettaient le déplacement des réfugiés vers d'autres campements ou d'autres abris temporaires avant de les ramener "lorsque l'eau s'était retirée".

### *Des vies parallèles malgré la proximité géographique : un effet négatif sur les vulnérabilités*

Les portions des deux bassins fluviaux étudiées, situées dans le Akkar et la Bekaa, abritent des habitants confrontés à des aléas récurrents. Parmi eux figurent des catégories vulnérables de la population libanaise, particulièrement depuis le début de la guerre civile en 1975. De plus, des campements informels de réfugiés syriens (qui n'ont pas de permis de résidence officielle) se sont établis dans les deux vallées depuis le début du conflit en Syrie en 2011. La taille de ces campements varie, allant de quelques tentes abritant une famille à des installations accueillant des centaines de réfugiés.

Chaque campement est dirigé par un "shawish" ou chef local, notamment chargé des relations entre les populations syriennes et les autochtones. Le shawish est la personne avec laquelle le propriétaire libanais du terrain d'accueil échange sur les problèmes ordinaires du campement. Généralement de sexe masculin, le shawish peut percevoir les loyers demandés par le propriétaire, signaler l'arrivée ou le départ de nouvelles familles, gérer les conflits, etc. Le shawish représente les réfugiés d'une colonie et il constitue souvent l'unique lien avec les Libanais (image 11).

Les actions de "cohésion sociale" entre Libanais et Syriens sont mal perçues par les autorités locales travaillant sur le terrain, qui partent du principe que les réfugiés syriens doivent retourner chez eux. En conséquence, tout effort d'intégration est à éviter, puisqu'il pourrait conduire les Syriens à s'installer définitivement. De ce fait, les interactions entre Syriens et Libanais sont rares et se limitent aux cas de nécessité, comme le recrutement de Syriens pour les travaux agricoles ou de Syriennes pour l'aide domestique. Ces tâches sont souvent acceptées par les Syriens malgré une rémunération très basse en raison de leur statut illégal. Du côté libanais, les populations, qui sont également modestes et dans des situations de vulnérabilité, sont contraintes de partager leurs espaces de vie, ce qui constitue un obstacle à toute action collective visant à atténuer les effets des inondations ou à réduire efficacement la pollution.

---

<sup>26</sup> Les réfugiés, ainsi que les autres habitants, désignent souvent les organisations d'aide humanitaire par les termes "omam" (Nations) ou "jam3iyyat" (association) et ne font pas forcément la différence entre ONG locales et ONG internationales.



Image 9 : Campements informels (dans les zones de l'étude, les bassins fluviaux) de tentes à proximité de villages libanais dans la Bekaa (en haut) et le Akkar (en bas). Photo DK, 2022.

**Communication channels within Oustouane and Ghzayyel river basins in Lebanon**

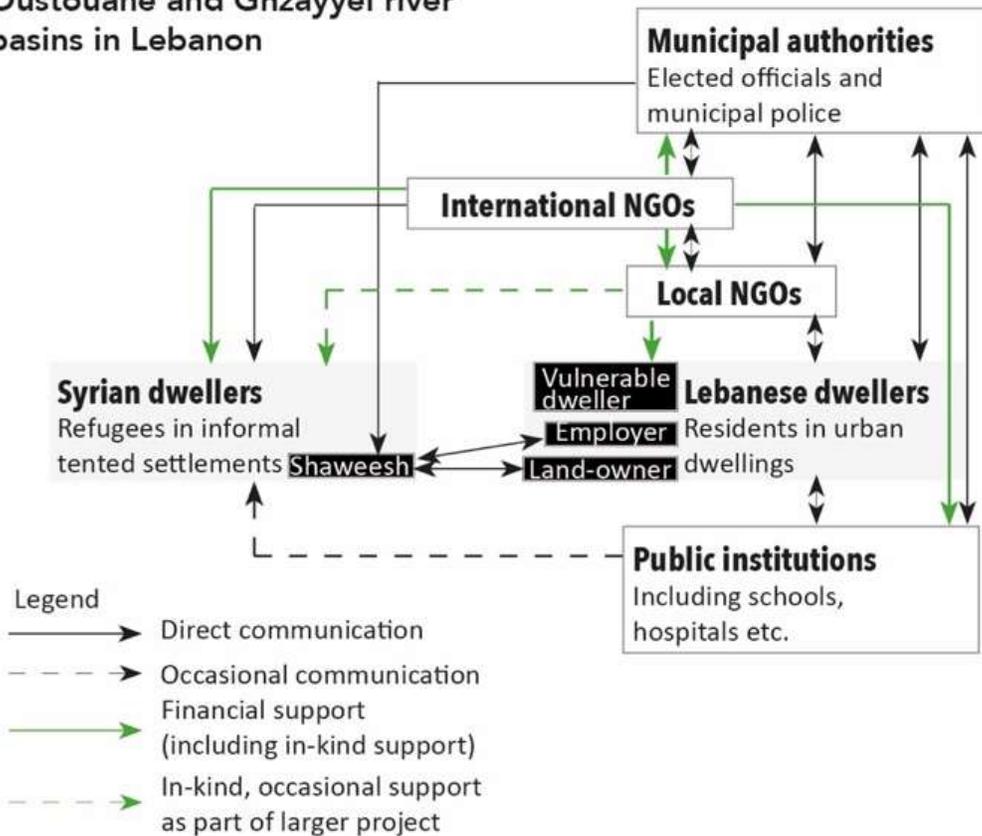


Figure 2: Communication entre les principaux acteurs et institutions des bassins fluviaux. DK, 2023.

## Conclusion

Dans les deux bassins fluviaux du Oustouane et le Ghzayyel, dans les vallées du Akkar et de la Bekaa, la collaboration entre Libanais et Syriens semble difficile, voire considérée par les habitants eux-mêmes comme impossible. Vivant à proximité immédiate les uns des autres, ces populations mènent des vies séparées et ne communiquent qu'au minimum, souvent en raison de tensions sociales potentielles. Devant faire face à des risques environnementaux communs tels que les inondations ou les pollutions, les vellités de communication restent cependant limitées. Pourtant, tous identifient la pollution des eaux comme le principal risque auquel ils sont confrontés. Mais les inégalités systémiques entre les deux populations, ainsi qu'à l'intérieur de chacune d'entre elles, ajoutées à des infrastructures dégradées et des tensions sociales latentes, constituent un obstacle à toute action commune susceptible de renforcer l'efficacité des mesures de prévention et de protection. Afin d'éviter les tensions, et au regard de cette réalité, les institutions locales et les ONG internationales travaillent séparément avec les Syriens et les Libanais, ce qui accroît encore le fossé.

D'autres études doivent donc être entreprises pour comprendre les problèmes systémiques qui bloquent les collaborations. Cette recherche étant limitée dans le temps, il n'a pas été permis d'approfondir les facteurs sous-jacents (politiques, par exemple). L'étude des relations internationales historiques entre les pays, ainsi qu'une enquête plus approfondie sur les relations entre les populations sont nécessaires pour mieux comprendre la situation et tenter de surmonter les blocages.

La recherche révèle cependant que les initiatives locales ne ciblent pas principalement les risques tels que perçus par les populations locales. Les efforts internationaux pourraient être mieux dirigés vers les besoins locaux et les risques tels que perçus par les habitants. Il est crucial de comprendre ces dynamiques pour formuler des propositions d'intervention plus pertinentes et guider l'allocation des fonds internationaux en conséquence.

Dans un contexte de pauvreté et de fortes tensions sociales, il est crucial que les bailleurs de fonds internationaux consultent préalablement les communautés locales sur leurs besoins spécifiques, directement sur le terrain. Bien que les efforts humanitaires ne puissent pas remplacer l'action des autorités publiques, la lutte contre les inégalités et le renforcement des solidarités sont des conditions essentielles pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables, indépendamment de leurs origines.

## Bibliographie

---

- Admin. (2013, octobre 28). *Understanding racism against Syrian refugees in Lebanon* [Text]. Civil Society Knowledge Centre. <http://cskc.daleel-madani.org/paper/understanding-racism-against-syrian-refugees-lebanon>
- Avenel, C. (2005). *La mixité dans la ville et dans les grands ensembles*. 11.
- Bigi, V., Comino, E., Fontana, M., Pezzoli, A., & Rosso, M. (2021). Flood Vulnerability Analysis in Urban Context: A Socioeconomic Sub-Indicators Overview. *Climate*, 9(1). <https://doi.org/10.3390/cli9010012>
- Blaikie, P., Cannon, T., Davies, I., & Wisner, B. (1994). *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability, and Disasters*.
- Chamboredon, J.-C., & Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, 11(1), 3-33. <https://doi.org/10.2307/3320131>
- Chamie, J. (1980). Religious Groups In Lebanon: A Descriptive Investigation. *International Journal of Middle East Studies*, 11(02), 175-187. <https://doi.org/10.1017/S0020743800054374>
- Conflict in Cities. (2007). *Tripoli city profile*. <http://www.conflictincities.org/Tripoli.html>
- Donner, W., & Rodríguez, H. (2008). Population Composition, Migration and Inequality: The Influence of Demographic Changes on Disaster Risk and Vulnerability. *Social Forces*, 87(2), 1089-1114. <https://doi.org/10.1353/sof.0.0141>
- El-Khoury, D. (2018). My life in transit, Abu Nidal's Dwelling in Beirut. In M. Fawaz, A. Gharbieh, D. Salamé, & M. Harb (Éds.), *Refugees as City-Makers* (p. 99-103). American University of

- Beirut. [http://www.aub.edu.lb/ifi/Documents/publications/research\\_reports/2018-2019/20180910\\_refugees\\_as\\_city\\_makers.pdf#search=refugees%20as%20city-makers](http://www.aub.edu.lb/ifi/Documents/publications/research_reports/2018-2019/20180910_refugees_as_city_makers.pdf#search=refugees%20as%20city-makers)
- EL-Khoury, D. (2019). *Negotiating space : Cities in Lebanon and the challenge of the Syrian refugee influx (2011-2018) The cases of Tebbeneh, el-Nab'a, and the Bourj el-Barajneh Palestinian refugee camp* [Doctoral Dissertation - Social Geography]. Université de Caen.
- Fawaz, M. (2017). Urban Policy : A Missing Government Framework. *LCPS*. <https://www.lcps-lebanon.org/featuredArticle.php?id=116>
- Frelick, B., Khawaja, B., Fakih, L., & Van Esveld, B. (2018). *Our Homes are not for Strangers* (Mass Evictions of Syrian Refugees by Lebanese Municipalities, p. 63). [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/lebanon0418\\_web.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/lebanon0418_web.pdf)
- Gebzan, G. K. (1923). *Ālbdā' wāṭrā'f* (2013<sup>e</sup> éd.). Hindawi Foundation for Education and Culture. <https://www.hindawi.org/books/40604174/>
- Governorate Profile—Bekaa*. (s. d.). UNHCR Operational Data Portal (ODP). Consulté 7 novembre 2021, à l'adresse <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/72400>
- Harb, C. (2010). *Describing the Lebanese Youth : A National and Psycho-Social Survey* (Youth in the Arab World, p. 19) [Working Paper]. The Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs, AUB United Nations Children's Fund (UNICEF). [http://website.aub.edu.lb/ifi/public\\_policy/arab\\_youth/Documents/working\\_paper\\_series/ifi\\_wps03\\_ay\\_Harb.pdf](http://website.aub.edu.lb/ifi/public_policy/arab_youth/Documents/working_paper_series/ifi_wps03_ay_Harb.pdf)
- Human Rights Watch. (2014). *Lebanon : At Least 45 Local Curfews Imposed on Syrian Refugees*. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/news/2014/10/03/lebanon-least-45-local-curfews-imposed-syrian-refugees>
- Kanso, H. (2017, mai 9). « We were in the street »—Syrian refugees in Lebanon struggle after eviction [News Reporting]. *Thomas Reuters Foundation News*. <http://news.trust.org/item/20170509110755-58qmp/>
- Khalidi, W. (1983). *Conflict and violence in Lebanon : Confrontation in the Middle East*. Center for International Affairs, Harvard University.
- Patterson, O., Weil, F., & Patel, K. (2010). The Role of Community in Disaster Response : Conceptual Models. *Population Research and Policy Review*, 29(2), 127-141. <https://doi.org/10.1007/s11113-009-9133-x>
- Première Urgence. (2018, novembre 22). Syrian refugees facing a precarious existence in Lebanon [Humanitarian reporting]. *Première Urgence Internationale*. <https://www.premiere-urgence.org/en/syrian-refugees-facing-a-precarious-existence-in-lebanon/>
- UNHCR. (s. d.-a). Lebanon : Hosting 1 million Syrian refugees. *UNHCR*. <http://www.unhcr.org/lebanon1m/>
- UNHCR. (s. d.-b). Syria regional refugee response : Inter-agency information sharing portal. *UNHCR*. <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>
- UNHCR. (1951). *Convention and Protocol in relation to the status of Refugees* [Convention]. UNHCR. <http://www.unhcr.org/3b66c2aa10>